

MARIAM SOW, SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE ENDA PRONAT

«La Terre c'est notre identité»

Sans elle, nous ne pouvons pas aspirer à la souveraineté

La Gazette : Depuis des années, Enda Pronat à coté de plusieurs organisations mènent un combat inlassable contre l'accaparement des terres. Malgré votre engagement, les résultats semblent peu probants. Votre commentaire ?

Mariam Sow : Notre démarche n'est pas ponctuelle. Elle se fonde sur la mission et la vision de notre maison mère, le Réseau International Enda Tiers-Monde dont Enda Pronat est membre. Il s'agit pour nous d'accompagner les communautés à la base, acteurs de l'économie locale et nationale, et les acteurs politiques à tous les niveaux (local, national, sous régional et même international) dans une démarche de recherche action, pour aller vers des modèles de développement durable. Les résultats de cette démarche nous permettent de construire des alternatives et de bâtir un plaidoyer sur des politiques locales, nationales, sous régionales et internationales, porté par l'ensemble des acteurs. Ce qui fait d'Enda Tiers Monde, et bien sûr d'Enda Pronat aussi, des acteurs de transformation de nos sociétés, pour la construction de modèles de production et de consommation plus durables, au niveau de l'alimentation, de la transmission des savoirs ou connaissances, de la création de richesses, des systèmes de gouvernance et d'exploitation de nos ressources naturelles, ... pour la construction de modèles de développement durable qui rétablissent l'équité et la justice sociale entre les peuples. C'est construire réellement son autonomie et aspirer à la souveraineté des peuples.

Dans cette mission d'Enda Tiers Monde, Enda Pronat a pris sa partition depuis 1982, pour accompagner les communautés paysannes dans la protection et la gestion de leurs ressources naturelles, pour bâtir des systèmes de production durables qui sécurisent les générations future. Les chercheurs aux pieds nus que sont les producteurs, garants de la science paysanne, et des chercheurs de la science fondamentale, ont fait des constats communs qui les ont poussés à se mobiliser ensemble face à la désertification, causée certes par la sécheresse mais aussi par l'exploitation abusive des ressources naturelles, par des modes de production avec un usage excessif de pesticides et engrais chimiques, d'OGM, qui détruisent à petit feu la santé humaine, animale et environnementale.

Enda Pronat ne pouvait pas être une organisation qui fédèrent des dynamiques organisationnelles paysannes, des réseaux nationaux, sous-régionaux et mêmes internationaux, et rester indifférentes à des pratiques qui consistent à prendre des terres dédiées à l'agriculture paysanne, à l'élevage. Enda Pronat ne pouvait pas laisser nos réserves naturelles et celles des générations futures aller dans les mains de quelques riches, politiciens, religieux ou hommes d'affaires.

Il faut reconnaître que le phénomène d'accaparement des terres ne date pas de maintenant. Seulement il a pris une ampleur incroyable après les émeutes de la faim de 2008 et surtout quand l'état du



Sénégal, a décidé de faire un appel d'offre international à tous ceux qui ont des moyens pour venir prendre des terres et développer l'agro-business au Sénégal, pour la production des biocarburants ou la production alimentaire. C'était même à dimension sous-régionale sous prétexte que d'ici 2050, la population de l'Afrique va doubler et que la faim frappe déjà à ses portes. On en oubliait que c'est une situation voulue, un système créé de toutes pièces par des politiques internationales.

Donc Enda Pronat et ses partenaires de base étaient convaincus qu'il fallait encore dire non à ce phénomène d'accaparement des terres qui a des conséquences multiples et dangereuses pour notre souveraineté à tous les niveaux. La Terre c'est notre identité.

Sans elle, nous ne pouvons pas aspirer à la souveraineté

Sans elle, nous ne pouvons plus contrôler les conditions d'exploitation de nos ressources, contrôler l'utilisation à outrance des produits agro-chimiques, l'épuisement des sols et des ressources en eau, et la pollution des nappes phréatiques et de l'environnement en général. Sans elle, les semences échapperont totalement à notre contrôle. Sans elle, nous anéantissons les modèles de production agroécologique qui ont prouvé leurs capacités à nourrir le monde sans détruire l'environnement physique et humain.

Donner les terres aux multinationales c'est condamner notre jeunesse (hommes et femmes) actuelle et future à l'exil ou en faire des ouvriers agricoles dans leurs propres terroirs, avec des emplois qui disparaîtront certainement à long terme avec le développement de la mécanisation et des nouvelles technologies.

C'est fort de tous ces constats qu'un ensemble d'acteurs se sont retrouvés pour partager leurs expériences, leur engagement, leurs valeurs dans leur diversité, et ont décidé de conjuguer leurs efforts et mutualiser leur ressources pour accompagner les organisations paysannes qui étaient déjà en lutte à Fanaye, Dioukoul, Wassadou, dans le Tamba, etc. pour dire non à l'accaparement de leurs terres. Ce fut la naissance du CRAFS, le Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal, en 2010, sous l'égide du CNCR, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux. Le CRAFS s'est mobilisé au fil des ans pour informer et sensibiliser les acteurs de sur les risques et les conséquences liés à l'accaparement des terres. Il a travaillé avec les organisations de producteurs, de femmes, d'éleveurs, des élus locaux, des chefs de villages, des sociologues, des juristes, des sociologues, pour faire remonter les réalités locales avec l'organisation de consultations dans l'ensemble des zones agroécologiques, pour et construire des propositions paysannes pour une réforme foncière inclusive qui prenne en compte les préoccupations des populations à la base. Ces propositions ont ensuite été rassemblées de manière consensuelle et remises à la Commission Nationale de Réforme Foncière, qui s'en est fortement inspiré pour élaborer un Document de Politique Foncière, remis en avril 2017 au chef de l'Etat en présence de quelques leaders du CRAFS.

L'Etat n'a pas donné suite à ce Document de Politique Foncière et a supprimé la Commission Nationale de Réforme Foncière. Mais cela n'a pas empêché le CRAFS de continuer à travailler avec les populations, les juristes, les sociologues, pour réfléchir au renforcement de la Loi du Domaine National, dont il faut garder l'épine dorsale, mais qu'il faut faire évoluer en fonction des points forts et points faibles identifiés. Le CRAFS se bat toujours pour la reprise d'une réforme foncière inclusive et participative, mais il a aussi su s'adapter aux nouvelles orientations de l'Etat en matière de gestion foncière, et se positionner dans les réflexions et les débats autour des Zones Economiques Spéciales ou encore du PDIDAS. Le cadre se mobilise pour comprendre, analyser, afin de faire en sorte que rien ne soit fait au détriment des paysans.

Mais le succès du CRAFS, ce sont surtout toutes les populations qui se mobilisent régulièrement pour dire non, pour défendre leurs propres intérêts, sans attendre quiconque. De plus en plus les communautés parviennent à résister devant les multinationales, et certaines sont même allées devant la justice et ont gagné des procès : c'est ainsi que la Cour Suprême du Sénégal a successivement donné raison aux communautés de Dodel, de Dya et Sandiara, les 11, 14 et 19 Avril 2019, en cassant les baux ou délibérations qui les avaient privé de leurs terres.

Et c'est bien l'accompagnement de la société civile qui a permis d'arriver à ce niveau de mobilisation. Il ne s'agit pas pour Enda Pronat et le CRAFS de se substituer aux populations rurales qui ne veulent pas céder leurs terres nourricières. Notre démarche rencontre l'engagement de citoyens déjà debout pour dire non à l'Etat, non à certains investisseurs qui ne les respectent pas en usant de moyens illégaux pour s'implanter chez eux.

LG : Quelle estimation faites-vous de l'accaparement des terres en milieu rural notamment ?



M. SOW : Le Sénégal compte 16 millions d'habitants, dont plus de la moitié est composée de jeunes et de femmes. Concernant les terres cultivables, elles sont estimées à 3,5 millions d'hectares. Environ 2,5 millions sont exploitées dont au moins 879 188 hectares auraient fait l'objet d'un accaparement¹, soit 20 % des terres arables. C'est un phénomène qui a démarré en 2008 avec la crise financière mondiale qui a eu un impact terrible au plan alimentaire et énergétique.

Il s'agit d'un problème sérieux qui menace le monde rural qui représente 70% de la population. Il s'agit d'un problème qui met les paysans dans l'insécurité. L'Etat doit comprendre que le peu de terres qu'il reste à cette population grandissante, il faut les préserver pour trouver des réponses aux problèmes de l'emploi des jeunes notamment. Ce n'est pas l'agro-industrie qui va créer des richesses pour ces populations. Ce sont l'agriculture, l'élevage et la pêche qui constituent une réponse valable et durable pour nos jeunes. Il faut garder les terres et accompagner la jeunesse à les exploiter durablement. Il faut accompagner les exploitations familiales pour améliorer leur productivité tout en gérant de manière durable et équitable les ressources naturelles. Il faut organiser la production et la transformation au niveau des terroirs, installer des industries appropriées pour transformer localement les produits issus de l'agriculture et l'élevage, pour générer davantage de ressources.

Ça me fait mal d'entendre dans les débats qu'il y a suffisamment de terres, qu'il y a trop de terres, et que nous devons les laisser à ceux qui ont les moyens de les cultiver. Il n'y a plus assez de terres ! On ne peut pas continuer à parler de décentralisation, à vouloir faire des pôles économiques, à prétendre développer des territoires vivables, viables, tout en continuant à dilapider les terres.

On oublie aussi que nous sommes un pays d'agriculteurs, mais aussi d'éleveurs. Et ce n'est pas avec un coût de baguette magique que nous allons changer notre système pastoral. C'est un élevage de transhumance, extensif, un élevage qui a besoin d'espace. Et le pays est en train de vivre de gros conflits entre éleveurs et agriculteurs en raison de la pression grandissante sur les terres.

Il faut organiser la gestion des terres et de l'ensemble des ressources naturelles, proposer des systèmes de financement durable pour les populations, faire en sorte que les gens restent dans leur propre terroir. Et arrêter de dilapider les terres !

LG : En dénonçant le phénomène de l'accapement d'aucuns indexent la complicité des dirigeants locaux. Qu'en pensez-vous ?

M. SOW : Pour justifier la venue des investisseurs étrangers, de nombreux gouvernements africains mettent en avant le besoin d'augmenter rapidement la productivité agricole pour faire face à l'explosion démographique qui s'annonce d'ici 2050... Arrêtons de penser que c'est l'extérieur qui va faire nos affaires ! L'Afrique doit compter sur elle-même et pour une fois, profiter de ses richesses, participer de façon beaucoup plus digne aux grandes négociations mondiales. Je trouve dommage que ces chefs d'Etats africains qui ont connu les indépendances continuent à être obnubilés par des promesses financières qui n'aboutissent pas. Après cinquante années de coopération, on nous parle aujourd'hui d'investissements. C'est trop facile. Des investissements. Mais quels investissements ? Pour qui, qu'est-ce que ça donne ? Certains sont prêts à bazarder leurs terres car il n'y a pas de politique agricole claire. Comme c'est le cas pour Sen huile Senéthanol. Cette société a obtenu 20 000 hectares dans la réserve naturelle de Ndiaël, au Nord-Ouest du Sénégal. C'est une réserve qui sécurise la biodiversité, et qui sert de zone de pâturage pour cette zone habitée par des éleveurs et où se multiplient les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Au lieu de donner des milliers d'hectares à une société, dans une réserve naturelle, pourquoi ne pas accompagner les exploitations familiales ? Au lieu de cela, les paysans délaissent l'agriculture. Ce sont ces mêmes paysans que l'on retrouve dans des pirogues pour aller en Europe. On les chasse de leurs terres et ensuite on leur dit non, l'Europe ce n'est pas pour vous. Ça fait mal. Ces chefs d'Etat qui acceptent si facilement la venue des investisseurs étrangers ont baissé les bras. Ils pensent que c'est la communauté internationale qui doit définir des modèles. Prenez les Accords de Partenariat Economique (APE). On nous demande d'ouvrir nos marchés, alors que nous n'avons pas encore maîtrisé notre production ! Il n'y a pas de transformation des matières premières, nous n'avons pas de capacités pour faire face aux pays européens.

De façon générale, les investisseurs viennent et prennent le maximum de terres de façon très peu transparente. Mais le problème d'accapement des terres n'est pas seulement le fait d'investisseurs étrangers, ce sont aussi des fonctionnaires sénégalais, des gros bonnets, des religieux qui font main basse sur les terres, aux abords de Dakar notamment, pour spéculer.

L'Etat doit arrêter d'accuser les paysans et les communes. Tout le monde est responsable. Aucune commune, aucun paysan, ne peut vendre sa terre sans passer par l'approbation du représentant de l'Etat au niveau local, le Sous-préfet. Tout le monde connaît

les réalités auxquelles les populations font face à travers le pays, les difficultés face à l'emploi, les difficultés à cultiver les terres dégradées, etc. Pourtant il y a une volonté manifeste de ceux qui ont les capacités de réfléchir, de payer et de décider, de s'accaparer cette matière première qui nous réunit nous tous, le foncier, notre mère nourricière. Il faut que ça cesse.

LG : Comment faire face à cela ?

M. SOW : Cela mérite une réflexion approfondie, par rapport aux besoins alimentaires, par rapport à l'emploi. Il s'agit de voir comment poser une vraie politique foncière et une politique agricole qui permettent de nourrir les Africains, de valoriser, transformer la production en milieu rural, de professionnaliser les filières agricoles. La population va doubler en Afrique. Il faut bien évidemment travailler les terres ! Au Sénégal, la population locale s'est rebiffée contre les accaparements de terre. Aujourd'hui l'Etat sénégalais a pris la mesure du problème, a compris que le pays doit produire

pour nourrir sa propre population. Ce qui n'était pas le cas sous le régime de l'ancien président Wade. Le gouvernement actuel a pris l'engagement d'aller vers une réforme foncière. Une commission dirigée par le professeur Moustapha Sourang a travaillé sur la question.

Actuellement, la loi sur le domaine national met la terre à la disposition des communautés de base, mais sans droit juridique. Tant que les populations exploitent, elles peuvent rester sur ces terres. L'objectif de la réforme foncière est de donner un droit juridique aux communautés. Les populations locales veulent que la gouvernance des terres soit entre leurs mains, pour pouvoir distribuer les terres, négocier éventuellement avec des investisseurs étrangers de façon

transparente. L'Etat sénégalais ambitionne aussi de créer des pôles agricoles, souhaite favoriser l'installation des jeunes, développer les exploitations familiales. Si l'Etat parvient à concrétiser ses ambitions, franchement, il ne restera guère de place pour des investisseurs étrangers...

Nous invitons le Président de la République à avoir le courage de continuer le processus de réforme foncière. On ne peut pas réformer le foncier entre 4 murs. Il faut une démarche participative, inclusive, pour produire une législation où tout le monde se retrouve. Il faut une réforme avec un contrôle citoyen, reconnu et organisé. Sinon nous allons vivre la même chose qu'avec la Loi sur le Domaine National : la loi est là mais les gens font ce qu'ils veulent. Il faut construire la législation en partant du Document de Politique Foncière, pour avoir une terre qui assure la sécurité alimentaire, l'emploi des jeunes, qui sécurise les générations futures, qui crée de la richesse, tout en restant dans des processus d'exploitation durable. Les villes ne doivent pas finir entièrement bétonnées, et le monde rural ne doit pas finir en désert agricole. Pour mener à bien la vision de transition agroécologique du chef de l'Etat, il est impossible de continuer à bazarder les terres.

